



COMMUNIQUÉ

Paris, le 21 avril 2015

C'EST LA POLITIQUE EUROPÉENNE QUI TUE LES MIGRANT-E-S, PAS LES PASSEURS !

En l'espace de quelques jours plus d'un millier de femmes, d'hommes, d'enfants ont perdu la vie en Méditerranée alors qu'ils-elles tentaient de gagner l'Europe. Au Nord, le discours dominant est des plus simples : la responsabilité de ces morts incombe aux «passeurs», scandaleusement assimilés par François Hollande à des «terroristes».

Ce discours répété à l'envi par les dirigeant-e-s ne sert qu'à camoufler la responsabilité réelle de l'Union Européenne, de ses institutions - Frontex en tête - et des Etats qui la composent dont la France

Ce discours vise à éviter un examen critique de sa politique antimigratoire qui assassine.

C'est pourtant l'Europe qui a militarisé ses frontières, externalisé le contrôle des migrations, obligé les Etats du Sud de la Méditerranée à construire des camps de rétention pour y enfermer les migrante-s. C'est l'Europe encore qui a restreint le nombre de visas et bafoue le droit d'asile. C'est l'Europe toujours qui a joué et qui joue un rôle dans la déstabilisation politique, sociale et économique des Etats africains par le biais d'accords internationaux inéquitables...

Intolérables, ces morts en mer renvoient à la question fondamentale de l'égalité, de la libre circulation des personnes. Nous ne pouvons accepter que les habitant-e-s du Sud soient assignées à résidence quand les habitant-e-s des pays du Nord peuvent exercer leur droit à la mobilité !

Migrer est un droit pour toutes et tous, reconnu notamment par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

La Liberté de Circulation et d'Installation n'est pas une utopie, elle est un préalable à l'égalité réelle : celle qui met à bas les dominations de race, de classe et de genre.

Le Bureau Fédéral de la FASTI
Pour le Mouvement des ASTI